

## Questionnaire Elections Européennes

### Synthèse des engagements pris par les partis politiques

5 juin 2009

Ont répondu au questionnaire : Alliance écologiste indépendante, Debout la république, Europe Ecologie, le Mouvement Démocrate (MoDem), Newropeans, le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et le Parti Socialiste (PS)

#### **1. Evaluation des mécanismes de lutte contre la corruption au niveau européen**

**1.1.** Votre parti est-il prêt à soutenir la mise en place d'un mécanisme interne ayant pour but de vérifier systématiquement la conformité de la législation des Etats membres avec les instruments européens de lutte anti-corruption ?

- **Réponses** : Accord de 6 répondants ; Désaccord de Debout la République

**Debout la République** considère qu'il conviendrait de s'attaquer à la corruption au sein même des institutions européennes.

**1.2.** Pensez-vous qu'il serait opportun d'étendre le « mécanisme de coopération et de vérification » en vigueur pour la Bulgarie et la Roumanie à tous les Etats membres et futurs Etats membres ?

- **Réponses** : Accord des 7 répondants

Les formations politiques ayant répondu au questionnaire n'ont pas formulé de propositions complémentaires sur ces deux questions.

#### **2. Réforme du budget de l'Union européenne et transparence des dépenses**

Pensez-vous qu'il convient de clarifier la répartition des rôles entre la Commission et les Etats membres en ce qui concerne la gestion des ressources de l'Union, en particulier pour les 80% de fonds européens en « gestion partagée » ?

- **Réponses** : Accord de 6 répondants ; Désaccord de Debout la République

**Alliance écologiste indépendante** propose d'étendre le mécanisme de coopération et de vérification aux collectivités locales qui touchent autant de fonds européens que les Etats. Ce parti souhaite également que soient publiés les noms des bénéficiaires de tous les fonds européens.

En désaccord avec cette proposition, **Debout la République** propose de supprimer la Commission européenne pour la remplacer par des agences thématiques.

Pour le **MoDem**, les moyens juridiques et matériels des contrôleurs européens doivent être améliorés et chacun des Etats membres doit faciliter l'accès aux fonds européens et établir des contrôles plus adéquats.

Le **PS** dénonce la nationalisation des fonds européens et souhaite une gestion davantage communautaire, débarrassée du concept du « juste retour ». Pour ce parti, la « gestion partagée » telle qu'elle existe aujourd'hui doit devenir totalement transparente et les destinataires/bénéficiaires des fonds doivent être clairement identifiés. Le PS propose ainsi un mécanisme de contrôle accru permettant un système de transparence financière identique à celui existant pour les dépenses gérées par la Commission.

### **3. Encadrement du lobbying auprès des institutions européennes et transparence de la prise de décision**

#### **3.1 Encadrement du lobbying :**

Pensez-vous que des règles interinstitutionnelles communes au Parlement, à la Commission et au Conseil doivent être créées, avec notamment un organe commun instaurant :

- Un registre d'inscription obligatoire commun, accessible sur les sites Internet des institutions, pour les représentants d'intérêts comprenant, entre autres, des informations institutionnelles et financières sur les intérêts représentés ;
- Les modalités de délivrance, de suivi des accréditations, de sanctions et de radiations ;
- Une interdiction d'accès à toute personne condamnée pour corruption ;
- L'équité d'accès entre les intérêts économiques, sociétaux, environnementaux, culturels ;
- Un code commun de comportement des groupes d'intérêts ou de leurs représentants ;
- Une capacité de recours des parlementaires et des citoyens pour être informés ou déclarer des faits suspects.

#### ➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

**Europe Ecologie** propose la mise en place d'un « lobbying act » contraignant pour les 3 institutions et instaurant une législation stricte dont la transparence serait la règle.

Le **MoDem** s'engage à siéger de façon assidue au Parlement européen et à informer régulièrement leurs concitoyens de leurs travaux, notamment à travers un compte-rendu de mandat annuel.

Le **PS** propose la mise en place d'un registre qui permettrait d'empêcher l'accès privilégié de certains représentants et permettrait la composition de groupes d'experts équilibrés.

**3.2** Etes-vous favorable au fait que toutes les positions d'acteurs communiquées aux parlementaires européens lors des débats publics et de leur préparation soient rendues publiques et que le coût du lobbying soit chiffré dans un rapport public ?

➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

Les formations politiques ayant répondu au questionnaire n'ont pas formulé de propositions complémentaires.

#### **4. Garantir un large accès des citoyens aux documents de l'Union Européenne**

Considérez-vous qu'il conviendrait de faciliter l'accès des citoyens aux documents de l'Union Européenne ? Si oui, comment ?

➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

**Alliance écologiste indépendante** propose la création d'une Commission chargée de l'accès aux documents administratifs, composée de juges et dotée de pouvoirs d'injonctions directs.

**Debout la République** considère qu'il faudrait faciliter l'accès des citoyens aux votes du Parlement.

**Europe Ecologie** propose de mettre en place des auditions des associations par les commissions compétentes du Parlement européen, relancer un processus constituant et faire valider la constitution obtenue par un référendum paneuropéen à double majorité des citoyens et des Etats.

Pour le **MoDem**, il convient d'offrir aux citoyens la possibilité d'un accès judiciaire pour faire respecter le droit d'accès aux documents de l'Union et limiter par ailleurs le secret, notamment industriel. Ce parti propose également d'autres mesures : éducation et sensibilisation sur le travail et les compétences respectives des institutions communautaires, accroissement de la lisibilité des sites Internet des institutions et renforcement au maximum du multilinguisme.

Pour **Newropeans**, les décisions et les budgets alloués dans le cadre de l'ensemble des programmes européens devraient être accessibles en ligne. Par ailleurs, Newropeans propose de mettre en place des référendums trans-européens sur les grandes orientations de l'Union européenne (notamment sur le mode de fonctionnement interne de l'UE et de ses principales institutions) et d'instaurer des débats publics sur les moyens de transformer les procédures du Parlement européen afin de renforcer sa représentativité.

Le **PS** précise que le Parlement Européen, sous son impulsion, insiste pour que le Conseil adopte un texte qui restreint la catégorie des documents dits « confidentiels » et mette en place un système d'accès aux documents institutionnels facilement utilisable et exhaustif.

## **5. Respect des standards en matière d'intégrité au sein de l'Union**

**5.1** Seriez-vous prêt à soutenir l'établissement de règles claires et obligatoires pour éviter les conflits d'intérêts mettant en cause le personnel de l'Union, des membres du Parlement européen ou leurs collaborateurs ?

➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

**Alliance écologiste indépendante** et le **NPA** proposent de rendre obligatoire la cessation de toute activité professionnelle pendant la durée du mandat européen.

**5.2** Pensez-vous que des électeurs pourraient être associés à l'élaboration des règles de fonctionnement ou règlement du Parlement européen ? Si oui, comment ?

➤ **Réponses : Accord de 6 répondants ; Debout la République ne se prononce pas**

Les formations politiques ayant répondu au questionnaire n'ont pas formulé de propositions complémentaires.

**5.3.** Pensez-vous qu'il conviendrait d'assurer la totale indépendance de l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) en le séparant notamment de la Commission européenne ?

➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

Les formations politiques ayant répondu au questionnaire n'ont pas formulé de propositions complémentaires.

## **6. Coopération judiciaire**

Pensez-vous qu'il conviendrait d'accentuer la coopération judiciaire et policière dans le cadre de la lutte anti-corruption et permettre une meilleure coordination entre les Etats dans le cadre des poursuites transnationales ?

➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

3 partis proposent la mise en place d'un procureur européen :

**Europe Ecologie** milite pour la création d'un parquet européen indépendant, compétent devant les juridictions nationales, pour lutter contre la délinquance financière et la corruption.

Le **MoDem** propose la création d'un procureur de l'Union avec autorité de poursuite dans toute l'Europe, afin de lutter contre la criminalité organisée.

Le **PS** propose de créer un procureur financier chargé de traiter les actes de corruption,

## **7. Responsabilité des partis politiques français**

Estimez-vous que votre parti pourrait engager sa responsabilité sur :

- La formation de vos élus quant aux enjeux du lobby, des conflits d'intérêt et de la corruption ;
- La présence réelle et effective de vos représentants élus au Parlement européen ;
- La conduite de vos élus quant aux cadeaux, avantages, voyages, rencontres avec les groupes d'intérêt, activités privées exercées en cours de mandat ou en fin de mandat ;
- La contribution de vos élus à soutenir les propositions figurant dans ce questionnaire.

➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

Le **NPA** a édicté comme règle le refus des cadeaux et autres avantages ou, lorsque ce n'est pas possible ou opportun, leur restitution au parti. Concernant la rémunération, les élus du NPA s'engagent à verser l'intégralité des indemnités perçues au parti qui leur reverse alors un salaire équivalent à celui versé aux autres permanent(e)s du parti.

## **8. Rôle de la société civile**

Pensez-vous qu'il est important qu'un rôle soit attribué à la société civile pour effectuer un suivi des engagements anti-corruption au niveau européen ?

➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

Le **MoDem** précise que la société civile devrait assurer un suivi des engagements anti-corruption, ce qui doit commencer par l'information, puis par la mise à disposition de moyens de contre-expertise, et enfin, par l'ouverture d'une voie de droit.

## **9. Lutte anti-corruption et élargissement de l'Union :**

**9.1** Pensez-vous que l'Union Européenne et les Etats membres devraient systématiquement surveiller les progrès effectués en matière de lutte contre la corruption dans les nouveaux Etats membres ?

➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

Les formations politiques ayant répondu au questionnaire n'ont pas formulé de propositions complémentaires.

**9.2** Est-ce que les Etats membres qui ne respectent pas les critères fixés par l'Union devraient être sanctionnés ?

➤ **Réponses : Accord des 7 répondants**

**Alliance écologiste indépendante** propose de sanctionner les Etats membres qui ne respectent pas les critères fixés par l'UE en touchant aux budgets alloués à leur représentation dans les institutions européennes.

Selon le **MoDem**, les textes doivent être plus convaincants avec des poursuites possibles. La Commission européenne, gardienne des Traités et de l'intérêt européen, doit pouvoir sanctionner le non-respect de ses critères. Le MoDem est partisan d'une Commission européenne forte, qui ne dépende pas des Etats membres comme c'est le cas actuellement.

\*\*\*